

(N° 351.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1924.

Projet de loi

portant approbation de la Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, élaborées à Genève par la Conférence internationale du Travail et signées à Paris le 28 janvier 1924 par la Belgique et la France.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Au cours de sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, la Conférence Internationale du Travail a adopté un projet de convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels. Afin de faire disparaître tout scrupule d'ordre constitutionnel et conformément à la procédure adoptée en ce qui concerne les Conventions élaborées à Washington et à Gênes, un instrument diplomatique destiné à donner effet au dit projet, a été signé à Paris, entre la Belgique et la France, le 28 janvier 1924, par les plénipotentiaires belges et français dûment nommés. Il n'est pas sans intérêt de signaler à ce propos, que cette procédure en ratification a rencontré l'adhésion d'un troisième Etat : le Brésil. Le projet de loi que nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation, a pour objet la ratification de l'accord franco-belge et implique donc l'adhésion de la Belgique à la Convention adoptée à Genève.

La loi belge du 17 juillet 1905, instaurant le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales, a établi un régime qui, étant donné l'ensemble de notre législation sociale, concorde complètement, semble-t-il, avec les dispositions de la Convention précitée. Un examen détaillé de ses articles démontre l'exactitude de cette affirmation. Et tout d'abord en ce qui concerne le champ d'application, nous ne constatons entre le projet de Convention et notre loi nationale qu'une divergence apparente. Celle-ci a trait à l'exemption des entreprises de transport par eau qui échappent toutes à l'application de la loi du 17 juillet 1905, tandis que les transports maritimes seuls sont exceptés dans la Convention de Genève. Toutefois comme le deuxième alinéa de l'article 4 de

celle-ci admet le maintien des exceptions totales ou partielles antérieurement accordées par application de la législation en vigueur, le régime de faveur consenti chez nous aux entreprises de transport par eau intérieure se trouve régularisé *ipso facto* et peut être maintenu.

Quant aux limites et conditions du repos hebdomadaire fixées par l'article 2 de la Convention, elles coïncident avec les prescriptions de l'article 2 de notre loi qui pose le principe de l'interdiction du travail dominical.

Pas de difficultés à signaler non plus quant aux personnes appelées au bénéfice du repos hebdomadaire, l'article 3 de la Convention prévoyant l'exemption complète des établissements familiaux, alors que la loi belge n'excepte que les membres de la famille du chef d'entreprise parents au troisième degré au plus.

Les exceptions partielles autorisées par l'article 4 de la Convention rentrent dans le cadre du régime atténué que l'article 4 de la loi belge consacre pour une série d'entreprises énumérées.

La même chose peut être dite pour l'article 5 de la Convention prescrivant « autant que possible » des repos compensatoires. Les articles 4 et 9 de la loi de 1905 et les arrêtés royaux pris en application des articles 6 et 7 imposent en effet des repos de ce genre.

Enfin, le libellé de l'article 7 de la Convention prévoyant l'affichage des repos collectifs et non collectifs est observé chez nous en vertu de l'article 2, § 1 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier :

« Le règlement d'atelier doit indiquer dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise :

» 1. — Le commencement et la fin de la journée de travail régulière, les intervalles de repos, les jours de *chômage réguliers*. »

Il résulte du travail de comparaison auquel nous venons de procéder que la ratification de la Convention n'entraînera aucune modification de la loi belge sur la matière. Que si, dans l'avenir, le pouvoir législatif jugeait nécessaire d'introduire de nouveaux tempéraments au principe du repos dominical, la ratification de la convention n'empêcherait pas l'adoption de ceux-ci ; toutefois, dans cette hypothèse, cette ratification nous imposerait, en application de l'article 4 de la Convention, l'obligation de procéder préalablement à la consultation des associations qualifiées des employeurs et des ouvriers.

Il ne sera pas inutile de donner ci-après un tableau indiquant l'état actuel des ratifications de la convention dont il s'agit.

<i>Pays où la ratification de la Convention a été</i>		
<i>votée,</i>	<i>autorisée,</i>	<i>proposée au Parlement.</i>
Finlande	Grèce.	Allemagne
		Bulgarie
Inde		Chili
		Espagne
Roumanie		Italie
		Lettonie
Tchéco-Slovaquie		Pays-Bas
		Pologne
Esthonie.		Suisse.

Les développements qui précèdent nous persuadent que le Parlement fera bon accueil au projet de loi qui lui est présenté et marquera ainsi l'intention de la Belgique de voir généraliser dans la mesure du possible une réglementation internationale concernant le repos hebdomadaire conforme aux mesures que le législateur belge avait cru devoir édicter depuis près de vingt ans.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail

P. TSCHOFFEN.



CONVENTION

entre la Belgique et la France concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels.

LA BELGIQUE ET LA FRANCE,

Désireuses de donner effet au projet de convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, adopté par la Conférence internationale du Travail, qui s'est tenue à Genève du 25 octobre 1921 au 19 novembre 1921,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Le Baron de GAIFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Raymond POINCARÉ, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ;
M. PEYRONNET, Ministre du Travail,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations téléphoniques ou télégraphiques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

L'énumération ci-dessus est faite sous réserve des exceptions spéciales d'ordre national, prévues dans la Convention de Washington, tendant à limiter à huit

heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels, dans la mesure où ces exceptions sont applicables à la présente Convention.

En sus de l'énumération qui précède, s'il est reconnu nécessaire, chaque Membre pourra déterminer la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ARTICLE 2.

Tout le personnel occupé dans tout établissement industriel, public ou privé, ou dans ses dépendances, devra, sous réserve des exceptions, prévues dans les articles ci-après, jouir, au cours de chaque période de sept jours, d'un repos comprenant au minimum vingt-quatre heures consécutives.

Ce repos sera accordé autant que possible en même temps à tout le personnel de chaque établissement.

Il coïncidera, autant que possible, avec les jours consacrés par la tradition ou les usages du pays ou de la région.

ARTICLE 3.

Chaque Membre pourra excepter de l'application des dispositions de l'article 2 les personnes occupées dans les établissements industriels dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

ARTICLE 4.

Chaque Membre peut autoriser des exceptions totales ou partielles (y compris des suspensions et des diminutions de repos) aux dispositions de l'article 2, en tenant compte spécialement de toutes considérations économiques et humanitaires appropriées et après consultation des associations qualifiées des employeurs et des ouvriers, là où il en existe.

Cette consultation ne sera pas nécessaire dans le cas d'exceptions qui auront été déjà accordées par application de la législation en vigueur.

ARTICLE 5.

Chaque Membre devra autant que possible établir des dispositions prévoyant des périodes de repos en compensation des suspensions ou des diminutions accordées en vertu de l'article 4, sauf dans les cas où les accords ou les usages locaux auront déjà prévu de tels repos.

ARTICLE 6.

Chaque Membre établira une liste des exceptions accordées conformément aux articles 3 et 4 de la présente Convention et le communiquera au Bureau international du Travail. Chaque Membre communiquera ensuite, tous les deux ans, toutes les modifications qu'il aura apportées à cette liste.

Le Bureau international du Travail présentera un rapport à ce sujet à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 7.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente Convention, chaque patron, directeur ou gérant sera soumis aux obligations ci-après :

a) Faire connaître, dans le cas où le repos hebdomadaire est donné collectivement à l'ensemble du personnel, les jours et heures de repos collectif au moyen d'affiches apposées de manière apparente dans l'établissement ou en tout autre lieu convenable et selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement ;

b) Faire connaître, lorsque le repos n'est pas donné collectivement à l'ensemble du personnel, au moyen d'un registre dressé selon le mode approuvé par la législation du pays ou par un règlement de l'autorité compétente, les ouvriers ou employés soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime.

ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications des deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 11.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 12.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats,

conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 13.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 14.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le Gouvernement de la République française donnera avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Paris, le 28 janvier 1924.

(s) E. DE GAIFFIER,

(s) R. POINCARÉ.

(s) PEYRONNET.

PROTOCOLE.

La Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, signée aujourd'hui entre la Belgique et la France et conforme au projet de convention élaboré par la Conférence internationale du Travail, qui s'est réunie à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, restera ouverte à l'adhésion de tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

Cette adhésion sera notifiée au Secrétaire Général de la Société des Nations.

Le Gouvernement de la République française fera parvenir une copie certifiée conforme du présent Protocole à chacun des États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole.

Fait en double exemplaire à Paris, le 28 janvier 1924.

(s) E. DE GAIFFIER.

(s) R. POINCARÉ.

(s) PEYRONNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen, opgemaakt te Genève door de Internationale Conferentie van den Arbeid en ondertekend te Parijs, den 28^e Januari 1924, door België en Frankrijk.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Gedurende hare derde zitting gehouden te Genève van 25 October tot 19 November 1921 heeft de Internationale Arbeidsconferentie een ontwerp van overeenkomst aangenomen betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen. Ten einde alle bezwaren van grondwettelijken aard weg te nemen en in overeenkomst met de handelwijze aangenomen voor de Overeenkomsten opgesteld te Washington en te Genua werd een diplomatieke akte bestemd om gezegd ontwerp van kracht te doen worden den 28^e Januari 1924 te Parijs tusschen België en Frankrijk geteekend door de behoorlijk benoemde Belgische en Fransche gevolmachtigden. Het is niet zonder belang dienaangaande te vermelden dat een derde Staat, namelijk Brazilië, zich eveneens bediend heeft van deze handelwijze voor de bekrachtiging.

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben, Mijne Heeren, aan uwe goedkeuring te onderwerpen, strekt tot het bekrachtigen van de Fransch-Belgische Overeenkomst en brengt dus de toetreding van België tot de te Genève aangenomen Overeenkomst met zich.

De Belgische wet van 17 Juli 1905, waarbij de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen werd ingesteld, heeft een regime in het leven geroepen dat, indien wij onze sociale wetten in hun geheel beschouwen, volkomen schijnt overeen te stemmen met de beschikkingen van bovenvermelde Overeenkomst. Door een grondig onderzoek van hare artikelen wordt de juistheid dezer bevestiging bewezen. Eerst en vooral wat het gebied harer toepassing betreft, stellen wij tusschen het ontwerp van Overeenkomst en onze nationale wet slechts een oogenschijnlijk verschil vast. Dit heeft betrekking op de vrijstelling der ondernemingen van vervoer per water, die alle buiten de toepassing der wet van

17 Juli 1905 vallen, terwijl in de Overeenkomst van Genève alleen het vervoer ter zee uitgezonderd is. Daar echter de 2^e alinea van artikel 4 der Overeenkomst de instandhouding toelaat van geheele of gedeeltelijke uitzonderingen, welke door toepassing der van kracht zijnde wetten vroeger verleend werden, is het gunstregime bij ons toegestaan aan de ondernemingen van vervoer langs de binnenwateren *ipso facto* geregulariseerd en kan dit gehandhaafd worden.

Wat betreft de grenzen en voorwaarden van de wekelijksche rust vastgesteld door artikel 2 der Overeenkomst, deze stemmen overeen met de voorschriften van artikel 2 van onze wet, waarbij het zondagswerk in beginsel verboden wordt.

Er zijn ook geene moeilijkheden te vermelden wat de personen betreft welke het voordeel van de wekelijksche rust behooren te genieten, daar artikel 3 der Overeenkomst de volledige vrijstelling voorziet van de familieinrichtingen, terwijl door de Belgische wet slechts de familieleden van het hoofd der onderneming tot ten hoogste den derden graad uitgezonderd worden.

De gedeeltelijke uitzonderingen, door artikel 4 van de Overeenkomst toegelaten, vallen binnen het kader van het verzachte regime dat door artikel 4 der Belgische wet toegestaan wordt voor een reeks opgesomde ondernemingen.

Hetzelfde mag gezegd worden van artikel 5 der Overeenkomst dat voorschrijft « zooveel mogelijk » compenseerende rusttijden toe te staan. Immers door artikelen 4 en 9 der wet van 1905 en door de koninklijke besluiten genomen in toepassing van artikelen 6 en 7 worden rusttijden van dien aard opgelegd.

Ten slotte wordt de tekst van artikel 7 der Overeenkomst, waarbij voorzien wordt dat de collectieve en niet-collectieve rusttijden door middel van aanplakbiljetten zullen bekendgemaakt worden, bij ons reeds nageleefd krachtens artikel 2, 1^o, van de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen :

« Het werkplaatsreglement moet aanduiden binnen de palen overeenkomende « met den aard der onderneming :

» 1^o Het begin en het einde van den regelmatigen werkdag, de rustpoozen, de » regelmatige dagen van werkschorsing. »

Uit de vergelijking waartoe wij overgegaan zijn blijkt dat de bekrachtiging van de Overeenkomst geene enkele wijziging van de Belgische wet aangaande deze zaak voor gevolg zal hebben. Mocht echter, in de toekomst, de wetgevende macht het noodig oordeelen nieuwe matigingen van het beginsel der Zondagsrust in te voeren dan zou de bekrachtiging der Overeenkomst de aanneming dezer nieuwe beschikkingen niet verhinderen ; echter zou in dit geval deze bekrachtiging ons, in uitvoering van artikel 4 der Overeenkomst, de verplichting opleggen vooraf over te gaan tot de raadpleging van de bevoegde vereenigingen van werkgevers en werklieden.

Het zal wel niet zonder nut zijn hieronder eene tabel te geven die den huidige stand der bekrachtigingen van de bewuste Overeenkomst aanduidt.

Landen waar de bekrachtiging der Overeenkomst werd

aangenomen.	toegelaten.	voorgesteld aan het Parlement.
Finland	Griekenland	Duitschland
Indië		Bulgarije

Roemenië
Tsjecho-Slowakije
Esthland

Chili
Spanje
Italië
Letland
Nederland
Polen
Zwitserland

De voorafgaande uiteenzettingen geven ons de overtuiging dat het Parlement een gunstig onthaal zal verleen en aan het wetsontwerp dat aan hetzelfde wordt voorgelegd en aldus uitdrukking zal geven aan de bedoeling van België om, in de mate van het mogelijke, een internationale reglementeering betreffende den wekelijkschen rustdag te zien ontstaan, in overeenstemming met de maatregelen die de Belgische wetgever bijna twintig jaar geleden gemeend had te moeten uitvaardigen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

P. TSCHOFFEN.

OVEREENKOMST

*betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag
in de nijverheidsondernemingen.*

BELGIË EN FRANKRIJK,

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van Overeenkomst betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen, aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid, die van 25 October 1921 tot 19 November 1921 te Genève gehouden werd,

Hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,

Baron DE GAFFIER D'HESTROY, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen, te Parijs :

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer Raymond POINCARÉ, Minister-President, Minister van Buitenlandse Zaken ;

Den heer PEYRONNET, Minister van Nijverheid ;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst zullen als « nijverheidsondernemingen » beschouwd worden :

- a) De mijnen, steengroeven en uitdelvingsondernemingen van elken aard ;
- b) De nijverheden waarin voortbrengselen worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, afgewerkt, gereedgemaakt voor den verkoop, of waarin de stoffen eene verandering ondergaan, met inbegrip van den scheepshouw, de nijverheden voor het afbreken van materieel, alsmede het voortbrengen, de transformatie en het overbrengen van beweegkracht in het algemeen en van electriciteit ;
- c) Het bouwen, herbouwen, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van alle gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havendammen, kanalen, inrichtingen voor de binnenlandsche scheepvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, hoofdrielen, gewone rielen, putten, telefoon- of telegraafinrichtingen, electrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleidingen, of andere bouwwerken, alsmede de voorbereidings- en fundatiewerken die aan bovengenoemde werken voorafgaan.
- d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoorweg of per binnenlandsche waterweg met inbegrip van de behandeling der koopwaren in de

dokken, op de kaaien en werven, en in de stapelhuizen, het vervoer met de hand uitgezonderd.

De bovenstaande opsomming is geldig onder voorbehoud van de bijzondere uitzonderingen van nationalen aard voorzien in de Overeenkomst van Washington tot beperking tot acht uren per dag en acht-en-veertig uren per week van het aantal werkuren in de nijverheidsondernemingen, in de mate waarin deze uitzonderingen van toepassing zijn op deze Overeenkomst.

Buiten de voorafgaande opsomming zal elk Lid, indien zulks noodig geacht wordt, de afscheidingslijn kunnen bepalen, tusschen de nijverheid van den eenen kant, den handel en den landbouw van den anderen kant.

ARTIKEL 2.

Het geheele personeel, werkzaam in elke openbare of partikuliere nijverheidsonderneming of in hare aanhoorigheden, zal, onder voorbehoud der in de navolgende artikelen voorziene uitzonderingen, in den loop van elke periode van zeven dagen, een rust van minstens vier en twintig opvolgende uren moeten genieten.

Deze rust zal zooveel mogelijk te gelijk aan het geheele personeel van elke onderneming worden gegeven.

Zij zal zooveel mogelijk samenvallen met de dagen daartoe bestemd door de overlevering of de gebruiken van het land of van de streek.

ARTIKEL 3.

Elk lid zal van de toepassing der beschikkingen van artikel 2 de personen kunnen uitzonderen die werkzaam zijn in de nijverheidsondernemingen waarin slechts de leden eener zelfde familie gebruikt worden.

ARTIKEL 4.

Elk lid mag geheele of gedeeltelijke uitzonderingen (met inbegrip van schorsing en inkorting van den rusttijd) op de beschikkingen van artikel 2 toelaten, in het bijzonder rekening houdend met alle geschikte economische en menschelijke overwegingen en na raadpleging der bevoegde vereenigingen van werkgevers en werklieden, daar waar er bestaan.

Deze raadpleging zal niet noodig zijn in geval van uitzonderingen welke reeds toegestaan werden door toepassing der van kracht zijnde wetten.

ARTIKEL 5.

Elk lid zal zooveel mogelijk beschikkingen moeten vaststellen waarbij rusttijden worden voorzien in vergoeding van de krachtens artikel 4 toegestane schorsingen of inkortingen, behalve in de gevallen waarin de plaatselijke overeenkomsten of gebruiken reeds dergelijke rusttijden zouden voorzien hebben.

ARTIKEL 6.

Elk lid zal een lijst opmaken der overeenkomstig artikelen 3 en 4 dezer Overeenkomst toegestane uitzonderingen en zal deze aan het Internationaal

Arbeidsbureau mededeelen. Elk lid zal daarna alle twee jaar al de wijzigingen, die aan deze lijst werden toegebracht, mededeelen.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal hierover verslag uitbrengen bij de Algemeene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie.

ARTIKEL 7.

Ten einde de toepassing van de beschikkingen dezer Overeenkomst te vergemakkelijken zal elke patroon, bestuurder of beheerder aan de volgende verplichtingen onderworpen zijn :

a) indien de wekelijksche rusttijd gezamenlijk aan het geheele personeel gegeven wordt, de dagen en uren van den gezamenlijken rusttijd bekendmaken door middel van aanplakbrieven op goed zichtbare wijze aangeplakt in de inrichting of op elke andere behoorlijke plaats of volgens elke andere door de Regeering goedgekeurde wijze ;

b) indien de rusttijd niet gezamenlijk aan het geheele personeel gegeven wordt, door middel van een register opgemaakt volgens de wijze goedgekeurd door de wetten van het land of door een reglement van de bevoegde overheid de werklieden of bedienden doen kennen die aan een bijzonder stelsel van rusttijd onderworpen zijn en dit stelsel aanduiden.

ARTIKEL 8.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst in de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 9.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie door den Algemeenen Secretaris geregistreerd zullen zijn.

Zij zal slechts de Leden binden wier bekrachtiging door het Secretariaat geregistreerd werd.

In het vervolg zal deze Overeenkomst van kracht worden voor elk Lid op den datum waarop zijne bekrachtiging door het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat geregistreerd zullen zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond dit feit ter kennis brengen van al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun eveneens kennis geven van de bekrachtigingen die hem later door alle andere Leden van de Organisatie zullen worden medegedeeld.

ARTIKEL 11.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich de beschikkingen van artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7 uiterst op 1 Januari 1924 toe te passen en zulke

maatregelen te nemen als noodig zullen zijn om deze beschikkingen ten uitvoer te brengen.

ARTIKEL 12.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich ze toe te passen op zijne koloniën, bezittingen en protectoraten, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL 13.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, kan ze opzeggen na verloop van een tijd van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst door eene akte aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd. De opzegging zal slechts een jaar na op het Secretariaat geregistreerd te zijn, van kracht worden.

ARTIKEL 14.

De Beheerrad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens alle tien jaar, een verslag moeten indienen bij de Algemeene Conferentie over de toepassing van deze Overeenkomst en zal, indien noodig, besluiten de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde van de Conferentie te plaatsen.

ARTIKEL 15.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen de eene en de andere rechtsgeldig zijn.

De Regeering van de Fransche Republiek zal kennis geven van de onderteeke-ning dezer Overeenkomst aan al de Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsorganisatie.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den 28^e Januari 1924.

(g.) E. DE GAIFFIER.

(g.) R. POINCARÉ.

(g.) PEYRONNET.

PROTOCOL.

De Overeenkomst betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen tusschen België en Frankrijk geteekend en overeenstemmend met het ontwerp van overeenkomst opgemaakt door de Internationale Conferentie van den Arbeid, die vergaderd heeft te Genève van 25 October 1921 tot 19 November 1921, zal open blijven voor toetreding door al de Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsorganisatie.

Van deze toetreding zal kennis worden gegeven aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond.

De Regeering der Fransche Republiek zal een echtverklaard afschrift van dit Protocol doen toekomen aan elk der Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsorganisatie.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekende Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den 28^e Januari 1924.

(g.) E. DE GAIFFIER.

(g.) R. POINCARÉ.

(g.) PEYRONNET.



ANNEXE AU N° 351.

BIJLAGE VAN N° 351.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, élaborée à Genève par la Conférence Internationale du Travail et signée à Paris, le 28 janvier 1924, par la Belgique et par la France.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, élaborée à Genève par la Conférence Internationale du Travail et signée à Paris, le

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen, opgemaakt te Genève door de Internationale Conferentie van den Arbeid en onteekend te Parijs, den 28^e Januari 1924, door België en Frankrijk.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp van waarvan de inhoud volgt voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst betreffende de toepassing van den wekelijkschen rustdag in de nijverheidsondernemingen, opgemaakt te Genève door de Internationale Conferentie van den Arbeid en

28 janvier 1924, par la Belgique et la France, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1924.

onderteevend te Parijs den 28ⁿ Januari 1924, door België en Frankrijk, zal hare geheele en volledige kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Juni 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

P. TSCHOFFEN.

